REVUE DE
PRESSE

18 mai 2022

Radio
PRESSE
information
JOURNAUX
télé
MÉDIAS
Médias sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.

La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR
influence

La Presse Plus, 18 mai 2022, page A6

LA PRESSE+

L'ÉDUCATION SEXUELLE, PARENT PAUVRE DU PROGRAMME SCOLAIRE

LOUISE LEDUC
LA PRESSE

Voici le système reproducteur masculin, voici le système reproducteur féminin, voici ce qu'est la puberté. Bon, on passe aux mathématiques ?

Il y a quelques semaines, dans *La Presse*, une élève écrivait qu'après ses cinq ans passés au secondaire, elle n'avait assisté qu'à « un maximum de quatre cours d'éducation sexuelle ».

Vérification faite auprès des syndicats et d'autres acteurs scolaires, cette adolescente est loin d'être la seule, au Québec, à n'avoir à peu près pas eu d'éducation sexuelle à l'école.

À la fin du primaire, selon la formule consacrée, ça se résume souvent aux seuls « cours de puberté ».

MALAISE CHEZ LES ENSEIGNANTS

L'un des problèmes : les enseignants sont loin d'être tous à l'aise avec l'éducation sexuelle. En cela comme pour les cours d'éthique et culture religieuse, certains « ont l'impression de marcher sur des œufs », est-il écrit dans un rapport récent du ministère de l'Éducation faisant le point sur tous ces thèmes jugés délicats.

Résultat : des groupes communautaires sont appelés en renfort par des écoles pour aborder certains des thèmes qui sont bel et bien au programme chaque année, bien qu'il n'existe pas de cours arrêtés dans la grille-horaire.

« Souvent, dans le cours de science, les professeurs aborderont le système reproducteur. Mais il y a une différence entre la reproduction et faire l'amour », relève Joëlle Dalpé, coordonnatrice clinique pour l'organisme Plein Milieu, spécialisé en sexologie et en toxicomanie.

Plein milieu est l'un de ces quelques groupes communautaires appelés par les écoles pour faire des ateliers en classe.

Quand M^me^ Dalpé pose la question aux jeunes de première secondaire, elle se fait dire qu'au primaire, souvent, il n'a même jamais été question de menstruations ou de serviettes hygiéniques.

Comme le spécifie un document officiel que nous a envoyé la Fédération autonome de l'enseignement pour préciser sa position quant à l'éducation sexuelle, « les contenus sont obligatoires, mais leur prise en charge par les enseignantes et enseignants ne l'est pas ».

Mélanie Hubert, présidente du Syndicat de l'enseignement de l'Ouest (de Montréal), ne cache pas son inquiétude de voir l'éducation sexuelle aussi peu enseignée, « alors que tant d'enjeux y étant liés sont tellement importants ». C'est la responsabilité de tous les enseignants d'en faire « et donc, finalement, la job de personne ».

« Il faudrait un programme avec une réelle structure, avec des évaluations et des formations adéquates pour les enseignants. »

TIMIDITÉ ET QUESTIONS SURPRENANTES

Il faut être très outillé pour aborder ces thèmes, indique Joëlle Dalpé, qui admet être elle-même très surprise, après toutes ces années, par certaines questions qui surgissent de nulle part.

« En première secondaire, on leur montre une vulve en dessin et ils vont en grande majorité se fermer les yeux », tout en sachant pourtant « ce qu'est un dildo » ou une relation anale.

Autre source d'étonnement : dès lors qu'il est question d'éducation sexuelle, les filles, ajoute M^me^ Dalpé, ne parlent pas ou n'interviennent que très exceptionnellement.

Lors d'un récent atelier, « un gars a posé six questions sur la grossesse », évoque-t-elle à titre d'exemple. Les filles ? Pas une.

Et pourquoi est-il important que les garçons soient au courant du fonctionnement du cycle sexuel et de la contraception aussi bien féminine que masculine ? demande-t-elle en classe. Les garçons l'ignorent. Ne se sentent pas concernés.

Et si la fille tombe enceinte ? demande-t-elle aux jeunes. « Elle a juste à aller se faire avorter » et si elle choisit de ne pas le faire, « ils s'en foutent », pensent que ce n'est pas leur problème.

Certains sujets, enchaîne M^me^ Dalpé, ne passent carrément pas. C'est particulièrement le cas de la diversité sexuelle.

« Il y a 15 ans, on parlait des gais, lesbiennes, bisexuels. Là, on parle aussi d'intersexualité, de trans, de changement de sexe, de LGBTQ+… Les élèves réagissent fortement, ils sont choqués que ça existe et qu'on en parle. On me dit : "On n'a pas ça dans mon pays." »

– Joëlle Dalpé, coordonnatrice de l'organisme communautaire Plein Milieu

M^me^ Dalpé souligne d'ailleurs que dans les écoles très multiculturelles, quand l'atelier est annoncé, beaucoup d'élèves sont absents à dessein.

DIVERSITÉ SEXUELLE

Le Groupe de recherche et d'intervention sociale (GRIS), voué à la démystification des orientations sexuelles et des identités de genre, est l'un des groupes les plus présents dans les écoles. Cette année, l'organisme a donné 1100 ateliers. « Depuis que l'homophobie est un thème qui doit être abordé au troisième cycle du primaire, la demande a augmenté de façon exponentielle », indique Marie Houzeau, directrice générale du GRIS, qui mentionne rejoindre normalement 30 000 jeunes par année non pandémique.

Elle relève que « les jeunes sont plus ou moins à l'aise de parler de ces questions suivant le taux de religiosité », mais que le degré d'ouverture dépend aussi de la culture « de la classe, de l'école, de la famille ».

OFFRE INÉGALE

Joanie Heppell, présidente de l'Ordre professionnel des sexologues du Québec, dit soulever ponctuellement ses inquiétudes au ministère de l'Éducation quant au fait que l'éducation sexuelle soit manifestement assurée de façon aussi inégale d'une école à l'autre.

Impossible que chaque école ait son sexologue. Mais ce qui fonctionne bien, dit-elle, c'est quand les sexologues sont embauchés par un centre de services scolaire pour être en soutien aux enseignants.

Mais contrairement à l'idée reçue, fait observer M^me^ Heppell, il n'y a pas que des enseignants mal à l'aise. Il y a aussi des enseignants un peu trop à l'aise, dont le discours et le contenu dépassent le développement des élèves auxquels ils s'adressent.

C'est souvent « en aidant les enseignants à trouver le ton juste » que le sexologue est particulièrement utile, fait observer M^me^ Heppell.

En France, le topo est le même, à en croire une dépêche de l'Agence France-Presse publiée mardi. Si une loi prévoit que l'éducation à la sexualité doit faire l'objet d'au moins trois séances par année, cette obligation n'est absolument pas appliquée, selon une enquête du collectif français #NousToutes.

« Faute d'informations suffisantes à l'école, pourtant prévues par la loi, écrit l'AFP, les adolescents se tournent vers l'internet et parfois la pornographie pour s'informer sur la sexualité. »

La Presse Plus, 18 mai 2022, page LPA7

LA PRESSE +

PORTFOLIO TRANSPORT DE MARCHANDISES

LES 12 TRAVAUX DU GROUPE MORNEAU

Les entreprises de la chaîne d'approvisionnement sont débordées de défis, et le Groupe Morneau n'y échappe pas. Établie à Québec, l'entreprise de transport, de logistique et d'entreposage doit pour sa part surtout jongler avec des défis de main-d'œuvre et de retards dans la livraison d'équipements.

SIMON LORD
COLLABORATION SPÉCIALE

Questionné sur les plus grands défis actuels de son entreprise, le président du Groupe Morneau, André Morneau, mentionne d'emblée le recrutement.

« On a 60 postes à combler actuellement, soit une dizaine de postes administratifs et une cinquantaine de chauffeurs. Comme on emploie environ 900 chauffeurs, ce n'est pas dramatique, et on peut continuer d'opérer, mais ça reste un manque important », dit-il. La formation est la solution qu'il met de l'avant pour l'instant.

Le Groupe Morneau accueille, par exemple, des étudiants qu'il forme lui-même en vue d'en faire des chauffeurs et des caristes. Cette formule d'apprentissage flexible, nommée alternance travail-études (ATE), permet aux entreprises de former de futurs employés en collaboration avec des écoles de formation.

« On fait aussi du recrutement à l'international, dit André Morneau. On a une dizaine de chauffeurs qui sont arrivés récemment et on en attend une quinzaine très bientôt. »

Ces solutions ne sont toutefois qu'un premier pas. Le Groupe Morneau veut continuer de développer la formation à l'interne. « L'ATE, c'est le début, précise le président. Mais on veut mettre sur pied notre propre école de formation pour enseigner les métiers de cariste et de chauffeur. C'est un projet que l'on aimerait réaliser d'ici cinq ans. »

APPROVISIONNEMENT DIFFICILE

Les délais et retards dans les chaînes d'approvisionnement affectent aussi les acteurs de la logistique. Au Groupe Morneau, par exemple, il est bien difficile de mettre la main sur des véhicules lourds et sur les autres équipements roulants.

« Il y a des retards dans les livraisons parce que les fabricants eux-mêmes éprouvent des retards dans l'obtention de pièces et de composantes. On subit donc des délais importants. On a, par exemple, des retards de six à huit mois dans nos commandes de tracteurs. »

— André Morneau, président du Groupe Morneau

Pour les nouvelles commandes, les délais passent à 12 ou 13 mois. Par-dessus cela, les prix ont aussi bondi. En ce qui a trait aux équipements usagés, les prix ont augmenté de 50 %, rapporte le président.

« On étire donc les équipements qu'on a déjà », dit-il. En réponse à la situation, l'entreprise a ouvert un nouveau centre d'entretien pour maintenir ses équipements actuels en bon état de fonctionnement.

« On a ouvert un nouvel atelier à Toronto il y a un mois, explique André Morneau. On n'a pas le choix de maintenir en vie les équipements que l'on a actuellement en main. Il n'y a pas d'autres solutions en ce moment. Pour se procurer une flotte à l'encan, les prix sont astronomiques. »

LE GROUPE MORNEAU EN BREF

Terminaux de transport : 23 dans l'est du Canada

Employés : 1500

Équipements : 1600 (550 véhicules, 1050 remorques)

Le Journal de Montréal, 18 mai 2022, page 14
Le Journal de Québec, 18 mai 2022, page 14

MARIO DUMONT
mario.dumont
@quebecormedia.com

Le vrai scandale derrière les six mois

La loi 96 est contestée, et c'est normal. La recherche d'un équilibre délicat entre la protection du français et les droits de la communauté anglophone est déjà un exercice délicat. Lorsque s'ajoute le questionnement concernant ce qu'il est légitime ou non de demander aux nouveaux arrivants, l'exercice devient de l'équilibrisme. Avec les sensibilités de 2022 en fond de scène !

Je m'attarderai à une toute petite mesure qui est devenue symbolique et qui est attaquée sur deux fronts. La communauté anglophone et le mouvement woke dénoncent le fait qu'après seulement six mois au Québec, un immigrant devra avoir ses communications avec l'État en français.

Le courrier de la SAAQ pour le permis de conduire, une réclamation de Revenu Québec ou le renouvellement de la carte d'assurance-maladie, les correspondances seront en français. Cette nouvelle règle imposée par la loi 96 apparaît trop restrictive, trop exigeante et pourrait mettre dans l'embarras certains de nos nouveaux citoyens.

Six mois, c'est en effet bien peu. En demandons-nous trop ? Serions-nous en train de passer dans l'intolérance en prétextant vouloir défendre le français ? Après tout, pour un adulte, apprendre une langue, ce n'est pas si simple. Si je déménageais au Japon, est-ce que je pourrais me débrouiller dans la langue du pays après six mois pour toutes mes correspondances gouvernementales ?

Je suis en train de vous prouver que c'est assez facile de bâtir un argumentaire émotif pour crier au scandale. Vous voulez connaître ma position ? Je trouve que six mois, c'est assez peu de temps. Mais ce n'est pas un scandale. Le Québec ouvre ses portes et ses bras, offre tous ses services publics et réclame un effort.

Mais j'avoue que l'effort est gros. Si l'on remplaçait les six mois par douze mois, ce ne serait pas un scandale non plus. Québec solidaire propose deux ans. Un peu plus de souplesse. C'est sujet à discussion.

Cependant, ce qui me choque, c'est que la discussion autour des six mois est en train de faire oublier le véritable scandale. Jusqu'à aujourd'hui, l'État québécois se contente d'offrir le choix. Quelqu'un arrive au Québec où la langue officielle est le français et se fait offrir un choix de langue.

Deux petites cases. La personne qui coche l'anglais aura sa correspondance en anglais jusqu'à nouvel ordre. Ce sera pour toujours dans bien des cas. SAAQ, RAMQ, ministères, hôpitaux, écoles, chaque fois que la personne doit interagir avec l'État québécois, cela se passera en anglais.

Et nous nous demandons pourquoi le message de la nécessité d'apprendre le français ne passe pas toujours ? Le message inverse est puissant ! Chaque fois que vous correspondez avec le représentant de la collectivité, l'État, l'anglais, c'est parfait. Un jour, quelqu'un va vous arriver en disant que « la langue ici, c'est le français ! » Peine perdue, le message est trop contradictoire.

Voilà un sacré scandale qui dure depuis longtemps. Si vous me parlez du problème des six mois en oubliant l'outrage qu'est le statu quo, je n'écoute plus.

TECHNOLOGIE
Une relation amour-haine avec les écrans

© Droits auteurs protégés, propriété de l'éditeur
La vente et la reproduction de ce document sont strictement interdites

Le Journal de Montréal, 18 mai 2022, page 14
Le Journal de Québec, 18 mai 2022, page 19

Une relation amour-haine avec les écrans

Plusieurs étaient tannés de les utiliser durant la pandémie

Au plus fort de la pandémie en 2021, les adolescents montréalais ont dû tellement se tourner vers les appareils électroniques que 40 % d'entre eux s'en sont carrément écœurés, selon une nouvelle étude.

CAMILLE PAYANT
Le Journal de Montréal

« Les jeunes ont peut-être utilisé les écrans faute de mieux parce qu'ils ne pouvaient pas faire autant de choses qu'ils auraient souhaité », affirme Jean-François Biron, chercheur à la direction régionale de santé publique de Montréal.

En effet, ceux qui ont augmenté plusieurs types d'utilisation des écrans au cours de la pandémie se montrent significativement plus « tannés » des écrans, démontre le rapport *Regards sur l'utilisation des écrans chez les adolescents montréalais en contexte de pandémie*, dévoilé aujourd'hui.

Jean-François Biron, Michel Fournier et Pierre H. Tremblay, du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, ont interrogé 725 adolescents âgés de 13 à 17 ans en avril et mai 2021 afin de connaître leurs habitudes numériques.

JEUNES FATIGUÉS

Selon leurs résultats, 45 % des répondants ont perdu du sommeil en raison de leur usage des écrans et 37 % admettent qu'ils ont nui à leurs performances scolaires.

De plus, 39 % se disent parfois ou souvent écœurés des écrans. « Ce ne sont pas les utilisateurs intensifs qui se montrent les plus tannés [...] Ce sont plutôt les individus dont l'augmentation est contextuelle », écrivent les chercheurs.

En effet, au printemps 2021, le couvre-feu était en vigueur, les contacts sociaux étaient restreints à la bulle familiale et une grande part de l'enseignement scolaire se réalisait à distance.

Dans ce contexte, sept jeunes sur dix affirment avoir augmenté leur temps d'écran, notamment à cause des vidéos en ligne, des médias sociaux et des jeux vidéo.

Les garçons sont plus nombreux à avoir accru leur utilisation des jeux vidéo, alors que les filles ont pour leur part davantage augmenté l'usage des médias sociaux.

MILIEU SCOLAIRE

Sans compter le temps alloué à l'école, 27 % des jeunes Montréalais passaient au moins cinq heures par jour devant un écran. La fin de semaine, cette proportion augmentait jusqu'à 44 %.

« L'utilisation intensive est significativement associée à [...] de plus faibles résultats scolaires et un moins bon moral », précisent les auteurs.

« Il y a des chances que la proportion de jeunes utilisateurs intensifs diminue [dans le futur]. Mais la question est de savoir à quel point il y a des automatismes et des habitudes qui vont s'être enracinés », s'interroge M. Biron, en entrevue avec *Le Journal*.

© Droits auteurs protégés, propriété de l'éditeur
La vente et la reproduction de ce document sont strictement interdites

TECHNOLOGIE Étude

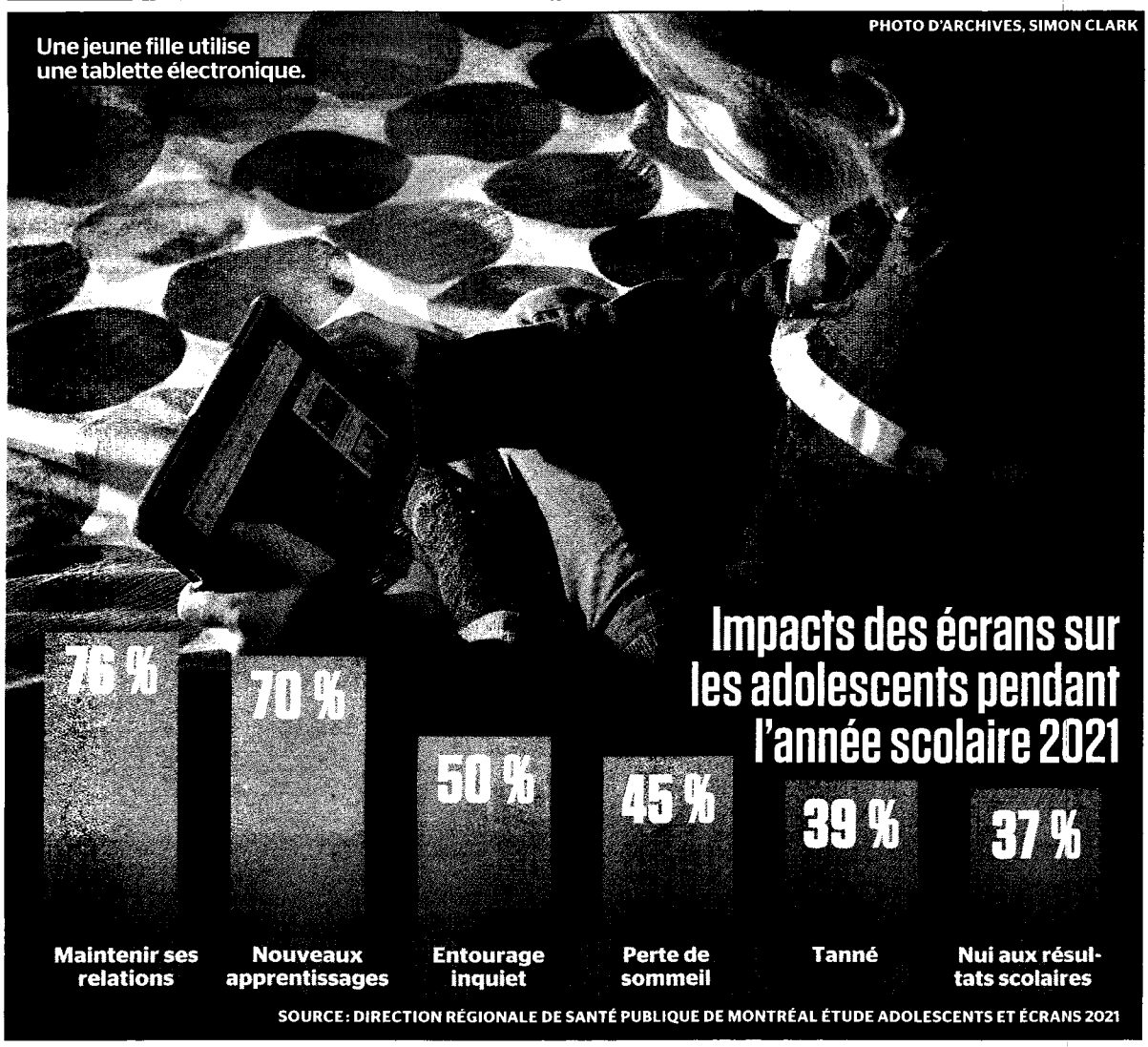


PHOTO D'ARCHIVES, SIMON CLARK

Une jeune fille utilise une tablette électronique.

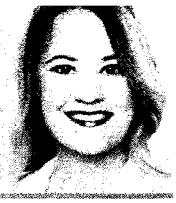
Impacts des écrans sur les adolescents pendant l'année scolaire 2021

SOURCE : DIRECTION RÉGIONALE DE SANTÉ PUBLIQUE DE MONTRÉAL ÉTUDE ADOLESCENTS ET ÉCRANS 2021

© Droits auteurs protégés, propriété de l'éditeur
La vente et la reproduction de ce document sont strictement interdites

Le Journal de Montréal, 18 mai 2022, page 30

ELSIE LEFEBVRE
Chroniqueuse politique



Ex-députée

Loi 96 : le mépris anglo-libéral

Que les libéraux manifestent contre la loi 96, c'est un mépris profond de la vérité et des faits.

En manifestant, Dominique Anglade et ses troupes libérales corroborent et accentuent une trame narrative qui est totalement fausse et qui est reprise dans les médias du Canada, à savoir que la loi 96, comme le titrait le *National Post*, est une loi anti-anglais. Il n'en est rien.

Minorité anglaise aux petits soins

La communauté anglophone bénéficie, bien au-delà de son poids démographique qui oscille autour de 9 %, de grandes universités et cégeps financés par l'État, de grands hôpitaux équipés à la fine pointe de la technologie, d'établissements pour personnes âgées, d'écoles primaires et secondaires en quantité, de centres communautaires, et j'en passe.

Des concitoyens comme Michael Rousseau peuvent vivre au Québec une décennie entière sans parler un traître mot de français.

Pour une communauté persécutée ou menacée, on repassera. La loi 96 ne changera rien à ces faits ; cette loi ne va d'ailleurs pas assez loin en évacuant le cégep en français.

Pendant tout le règne libéral, alors que la situation du français se dégradait sous nos yeux, le « Quebec Liberal Party » nous disait qu'on fabulait. Ils méprisaient les citoyens mobilisés, inquiets du déclin du français à Montréal. Les libéraux devraient donc se garder une petite gêne alors qu'ils ont contribué au problème.

DEUX POIDS DEUX MESURES

La levée de boucliers récente contre les cours de français au cégep anglais est le comble de tout.

Peut-on m'expliquer pourquoi il est obligatoire pour les étudiants des cégeps francophones de réussir des cours d'anglais langue seconde pour obtenir leur diplôme collégial, alors qu'il serait abominable de demander la même chose aux anglophones-allophones des cégeps anglais ?

Est-ce qu'il est déjà passé par la tête d'un francophone de crier à la discrimination ? Non, les francophones comprennent depuis longtemps que c'est un plus dans leur formation d'apprendre l'anglais.

Les anglophones devraient faire preuve d'ouverture et être fiers de vivre dans un Québec français qui, quoi qu'ils en disent, prend grand soin d'eux.

OPINIONS
Les gangs de rue sont morts de rire !
Le Québec soumis

© Droits auteurs protégés, propriété de l'éditeur
La vente et la reproduction de ce document sont strictement interdites

Le Journal de Québec, 18 mai 2022, page 15

Sainte-Catherine aura sa nouvelle école secondaire

L'établissement accueillera plus de 800 élèves d'ici 2027

Après des années à en « rêver », la population de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier pourra finalement avoir son école secondaire qui pourra accueillir plus de 800 élèves d'ici 2027.

DAPHNÉE DION-VIENS
Le Journal de Québec

« Je suis tellement content pour nos jeunes, ils vont pouvoir terminer leur secondaire ici », a lancé le maire Pierre Dolbec, qui y voit la concrétisation d'un « rêve » pour sa municipalité.

Tous les jours, depuis déjà plusieurs années, des parents l'interpellaient pour lui faire part de leurs préoccupations concernant le passage de leurs enfants au secondaire, indique-t-il.

Les adolescents de Sainte-Catherine, qui peuvent présentement y étudier jusqu'en deuxième secondaire, sont par la suite « éparpillés » dans les différentes écoles environnantes, certaines étant situées à plus de 30 kilomètres de leur domicile.

LONGS TRAJETS EN AUTOBUS

Des jeunes doivent donc passer deux heures, parfois même trois, dans l'autobus chaque jour, ce qui est « totalement inadmissible », affirme M. Dolbec.

À partir de 2027, ces ados pourront terminer leur secondaire tout près de la maison, dans une nouvelle école d'une trentaine de classes qui sera située à l'angle des rues Désiré-Juneau et Guy-Linteau.

Le nouveau bâtiment sera situé derrière l'école primaire des Explorateurs, ce qui permettra aux plus jeunes d'avoir aussi accès aux infrastructures sportives.

L'annonce officielle de cette nouvelle école a été faite hier après-midi par les ministres Éric Caire et Geneviève Guilbault.

Aucune évaluation des coûts rattachés à ce projet n'est disponible pour l'instant.

PLUSIEURS REFUS

Le directeur général du Centre de services scolaire de la Capitale, Pierre Lapointe, s'est aussi réjoui de la concrétisation de ce projet, qui était réclamé au ministère de l'Éducation depuis 2017.

Cette nouvelle école permettra aussi de soulager les écoles secondaires Roger-Comtois et Neuchâtel, où des unités modulaires devront être installées dès la rentrée pour combler le manque de place d'ici 2027.

Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier connaît un boom démographique important depuis quelques années.

Entre 2011 et 2020, sa population a augmenté de 25 %.

© Droits auteurs protégés, propriété de l'éditeur
La vente et la reproduction de ce document sont strictement interdites

Le Soleil (Numérique), 18 mai 2022, page A19

leSoleil
NUMÉRIQUE

Pelletée de terre symbolique pour le Lab-École de Rimouski

JOHANNE FOURNIER
COLLABORATION SPÉCIALE

La première pelletée de terre officialisant les travaux de construction du Lab-École de Rimouski a eu lieu mardi. Annoncé il y a quatre ans, le projet a été reporté à deux reprises. Construit au coût de 44 millions $, soit plus du double du montant initial qui était de 17,9 millions $, l'établissement devrait ouvrir ses portes à l'hiver 2024, pour une rentrée scolaire en septembre de la même année.

L'événement s'est tenu en présence des représentants du Centre de services scolaire des Phares, des élus régionaux ainsi que de l'architecte et cofondateur du concept de Lab-École, Pierre Thibault. Katarina Cernacek et Shudhir Suri, deux architectes du consortium Lapointe Magne et associés et L'OEUF, la firme lauréate du concours d'architecture, ont présenté le concept. Sous le thème «Mon école buissonnière», l'établissement accueillera 25 classes préscolaires et primaires qui seront adaptées à de nouvelles méthodes d'enseignement et les espaces communs favoriseront la socialisation des élèves.

Le projet de Rimouski est le plus important de tous les Lab-Écoles du Québec. «Il est le plus important en termes de taille, de classes et de budget, a expliqué Pierre Thibault. Le projet a grossi au fil des années. La demande a aussi grossi puisque Rimouski est rendue une ville de presque 50 000 habitants. Il y a plus de 30 ans qu'on n'avait pas construit d'école à Rimouski. Donc, le besoin se faisait sentir.»

Selon la directrice générale du Centre de services scolaire, l'explosion des coûts du Lab-École de Rimouski est due à la surchauffe dans le domaine de la construction. «Si on peut avoir un port de 39 millions $, je suis tout à fait à l'aise avec une école de 44 millions $», a soutenu Madeleine Dugas, faisant référence à l'annonce de Québec, vendredi, d'un octroi pour la réfection du quai de Rimouski.

La Voix de l'Est (Numérique), 18 mai 2022, page A5

laVoixdel'Est
NUMÉRIQUE

Mission accomplie aux Championnats mondiaux de robotique

MARIE-FRANCE LÉTOURNEAU

La Voix de l'Est

Mission accomplie pour les quatre équipes de robotique de l'école secondaire Massey-Vanier à Cowansville qui ont pris part aux Championnats mondiaux de robotique au Texas. Trois d'entre elles ont non seulement participé aux épreuves éliminatoires de leur division, mais elles figurent dans le top 10 canadien et le top 60 mondial.

Leurs exploits ont été soulignés mardi par la direction de l'école, en présence de la ministre déléguée à l'Éducation et députée de Brome-Missisquoi, Isabelle Charest, ainsi que de l'attachée de presse de la ministre fédérale des Sports, également députée de Brome-Missisquoi, Pascale St-Onge.

«C'est fantastique, a lancé Mme Charest à la douzaine d'élèves de la concentration robotique réunis pour l'occasion. Vous bâtissez l'avenir et vous bâtissez votre avenir. (...) Vous vous dépassez. Et je trouve ça remarquable.»

Les championnats mondiaux Vex se sont déroulés à Dallas, du 2 au 8 mai dernier. Quatre des six équipes québécoises ayant obtenu leur laissez-passer lors de la finale provinciale provenaient en fait de Massey-Vanier.

La semaine a été «assez intense», a résumé Jean-François Mailhot, un des enseignants de robotique, sciences et mathématiques qui a accompagné les jeunes.

Les péripéties et les défis n'ont pas manqués. Le transport, entre autres, a été difficile pour les robots. Une équipe a également dû rogner sur ses heures de sommeil pour réparer un engrenage brisé, à la veille d'une journée de compétition.

Mais les performances de l'ensemble du groupe ont galvanisé tous ceux qui ont gravité, de près ou de loin, autour des participants. «Ça nous motive, ce que vous avez fait», affirme le directeur de l'école, Jean-Luc Pitre.

Statistiques éloquentes

Les statistiques de chacune des équipes sont éloquentes. D'abord, elles ont toutes fait un podium québécois, a fait remarquer la ministre Charest.

Trois des quatre équipes (une de première secondaire et deux de deuxième secondaire) ont participé à la compétition dans la catégorie *Middle School*, avec 505 autres équipes réparties dans sept divisions. Elles ont raflé, à l'échelle provinciale, les trois premières positions. Seule l'une d'entre elles n'a pas réussi à se qualifier pour les séries de division.

Entres autres performances, l'équipe formée de Raphael Authier-Racine, Alek Compagnat et Charles Germain — première au Québec — a, pour sa part, réussi à se rendre jusqu'à la demie finale de sa division. Cela lui a permis de terminer au 6e rang au Canada et au 47e rang mondial.

Également du voyage, un trio d'élèves de cinquième secondaire a participé à la compétition dans la catégorie *High School*. Cette dernière réunissait 800 équipes des quatre coins de la planète, dans 10 divisions.

Matys Bélanger, Olivier Tétreault et Vincent Caldas ont atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixés. Alors qu'ils visaient de terminer dans les 16 premiers de leur division, ils ont pris part aux quarts de finales et terminé à la troisième position. Leur équipe est également 8e au Canada et 62e au monde.

«On est vraiment contents, dit Vincent Caldas. On a mis beaucoup de temps dans ce robot-là, chacun de notre côté. Facilement 2000 heures au total.»

Les élèves de la concentration robotique ont en fait à peine tourné la page sur leur expérience qu'ils réfléchissent déjà aux compétitions de la prochaine année scolaire.

Les détails du nouveau défi à relever ont été dévoilés à Dallas. Les robots qui s'affronteront sur une surface de jeu devront notamment être en mesure de marquer des points en lançant de petits frisbees dans des paniers, un peu à l'image du disc-golf, explique un autre enseignant de robotique, Joël Bergeron.

Plus de 20 000 équipes dans le monde, toutes catégories confondues, ont participé au défi de cette année. Celui-ci consistait à concevoir, fabriquer et programmer un robot, aux allures de véhicule tout-terrain, qui puisse réaliser différentes manoeuvres, telles déplacer des buts et des anneaux vers les zones d'alliance et s'élever sur des plates-formes en fin de match.

Le Droit (Numérique), 18 mai 2022, page A13

leDroit
NUMÉRIQUE

Une adolescente arrêtée pour avoir menacé l'école secondaire de l'Île

ANI-ROSE DESCHATELETS
LE DROIT

Une adolescente de 14 ans a été arrêtée le 13 mai dernier pour avoir proféré des menaces envers l'école secondaire de l'Île au mois d'avril dernier.

Le Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG) avait entamé une enquête le 19 avril dernier à la suite d'une plainte liée à des propos menaçants qui incitaient à la violence, émis envers l'école secondaire de l'Île et sa population étudiante.

La jeune fille a été libérée sous promesse de comparaître avec des conditions à respecter et son dossier d'accusation pour avoir proféré des menaces sera soumis au Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) en Chambre de la jeunesse.

Trois autres adolescents ont été arrêtés pour des dossiers similaires liés à d'autres établissements scolaires de la région au cours des dernières semaines. Le SPVG indique qu'il poursuit son enquête dans ces autres dossiers. Une personne a également été rencontrée dans le dossier des menaces qui avaient été proférées à l'école secondaire Hormidas-Gamelin. Des accusations seront soumises par sommation au DPCP, indique-t-on.

Prévention et de sensibilisation

Les autorités assurent poursuivre leur présence aux abords des établissements scolaires sur le territoire du SPVG et leurs efforts de prévention et de sensibilisation auprès des adolescents dans les écoles se poursuivent également. «Le SPVG tient de nouveau à rappeler que l'article du Code criminel statuant qu'il est interdit par la loi de proférer des menaces de tuer ou de blesser une personne ou un animal ou encore d'endommager des biens n'est pas un crime d'intention, explique le SPVG, par voie de communiqué. En d'autres termes, même si l'action est posée dans le but de faire une blague ou que les paroles ont été dites sans intentions réelles, si les propos tenus ont eu pour effet d'entraîner un sentiment de crainte ou de peur, l'infraction est considérée comme ayant été commise.»

Le Nouvelliste (Numérique), 18 mai 2022, page A22

leNouvelliste
NUMÉRIQUE

Célébrations pour le 50e des Estacades

BRIGITTE TRAHAN

Le Nouvelliste

La Fondation les Amis des Estacades invite les anciens élèves et membres du personnel de l'Académie les Estacades à venir célébrer les 50 ans de l'établissement.

Afin de souligner ce demi-siècle, une fête se déroulera sur place le samedi 21 mai, de 13h à 17h.

Organisé en toute simplicité, ce rassemblement se veut une belle occasion d'échanger des souvenirs avec les camarades de classe et les anciens collègues de travail.

Évidemment, une visite de l'école est au menu pour ceux et celles qui auront envie de se rappeler des souvenirs.

De la musique d'ambiance, un service de bar de même que des collations font partie du menu de la journée.

L'entrée est gratuite et aucune inscription n'est nécessaire. Les contributions volontaires seront toutefois acceptées afin de soutenir la Fondation.

Le Quotidien (Numérique), 18 mai 2022, page A15

leQuotidien
NUMÉRIQUE

5,4 M$ pour l'école Saint-Gérard de Desbiens

KATHERINE BOULIANNE

Le Quotidien

L'école Saint-Gérard de Desbiens pourra compter sur un nouveau gymnase dès l'automne 2024. Le ministère de l'Éducation a confirmé, mardi, une subvention de 5,4 M$ afin de réaliser ce projet attendu depuis longtemps par la communauté.

« Cet espace sportif s'ajoute à l'équation de l'éducation de qualité de l'école Saint-Gérard. L'éducation qui se fait ici est une éducation proche du communautaire, des jeunes et des familles. C'est une excellente nouvelle d'apprendre que nos jeunes de Desbiens auront désormais tout l'essentiel pour demeurer actifs à l'année», a partagé la présidente du conseil d'établissement , Tania Côté, devant un parterre d'élèves ravis d'apprendre la nouvelle.

Le gymnase prendra place à gauche de l'école primaire, située sur la rue du Parc, et aura une superficie de 432 mètres carrés. Des classes supplémentaires seront également aménagées dans la grande salle où se tiennent actuellement les cours d'éducation physique, en plus de l'aménagement d'un nouveau stationnement. Les citoyens de Desbiens pourront aussi tirer profit du nouveau gymnase, puisque l'endroit sera rendu accessible pour la population en soirée.

«Nous voulons faire des ligues de volley-ball, de hockey, du yoga et tout ce dont les plus vieux auront besoin. En même temps, la Maison des jeunes pourra y aller. Ça va servir à plusieurs personnes. On veut que nos jeunes soient bien et que dans leur tête, ils veuillent rester à Desbiens quand ils seront plus vieux. C'est certain que moi, je ne les lâcherai pas», promet le maire de l'endroit, Claude Delisle.

Le député de Lac-Saint-Jean, Éric Girard, s'est quant à lui montré fier de cet investissement de Québec, précisant qu'il s'agissait du travail de toute une communauté. Le député prenait visiblement un grand plaisir à se retrouver parmi les élèves, réitérant que l'éducation est l'une de ses priorités.

«Quand j'entre dans une école et que je vois les jeunes, ça me motive», a-t-il indiqué au *Quotidien* après la présentation du projet.

«On écoute les commentaires, les jeunes nous donnent des idées. Et parfois, ces idées sont assez facilement réalisables. C'est surprenant comment on se casse parfois la tête, et pourtant les enfants ont des idées et ça leur vient vite. Ça répond à leurs besoins, eux savent ce que ça leur prend», croit le député.

La construction du nouveau gymnase devrait débuter en 2023.

Le Quotidien (Numérique), 18 mai 2022, page A18

leQuotidien
NUMÉRIQUE

Les élèves du primaire se familiarisent avec la machinerie lourde

DENIS VILLENEUVE

Le Quotidien

Les élèves de l'école Bois-Joli, de Shipshaw, ainsi que ceux d'autres écoles sur le territoire, ont pu se familiariser avec la machinerie du Service des travaux publics de Saguenay, à l'occasion de la Semaine nationale des travaux publics qui se déroule à travers tout le Québec.

Mardi après-midi, les 340 élèves de cette école ont pu monter à bord de niveleuses, pelleteuses mécaniques, chargeurs et autres équipements lourds transportés dans la cour de l'établissement afin de se faire photographier sous l'oeil vigilant des onze cols bleus de la Ville. Les élèves, pour qui il s'agissait d'une première occasion de monter à bord d'un engin mécanique de ce type, semblaient ravis d'attendre leur tour bien alignés.

Pour l'occasion, la mairesse Julie Dufour, accompagnée du conseiller Jimmy Bouchard, s'est déplacée à l'école de son enfance afin de s'adresser aux jeunes et de leur poser quelques questions. Il leur a fait découvrir en quoi consistent les travaux publics d'une ville, leur utilité pour l'ensemble des citoyens, etc.

«On effectue une tournée d'écoles en faisant preuve de créativité. Les travaux publics se décloisonnent. Plutôt que d'organiser des visites dans les garages municipaux, on se déploie dans notre ville pour faire connaître la machinerie, les gens qui y travaillent», affirme la mairesse.

« Ça peut être le début d'un souci citoyen. »

— Julie Dufour, mairesse de Saguenay

Présent également sur place, le directeur des Travaux publics, Laval Claveau, a déclaré que les cols bleus voulaient se faire connaître auprès des jeunes afin de leur donner le goût de venir se joindre plus tard à ces métiers lorsqu'ils seront sur le marché du travail.

La tournée des travaux publics se poursuit cette semaine avec des visites aux écoles Des Quatre-Vents, André-Gagnon, Antoine-de-Saint-Exupéry et Sacré-Coeur.

Parallèlement à cette visite, des travailleurs de l'entrepreneur Rock Dufour étaient à l'oeuvre, juste à côté de l'école Bois-Joli, afin d'aménager le parc-école pour lequel Saguenay a contribué financièrement, tout comme le Centre de services scolaire de la Jonquière.

Le Quotidien (Numérique), 18 mai 2022, page A23

leQuotidien
NUMÉRIQUE

Sylvain Lavoie poursuit sur sa lancée

JOHANNE SAINT-PIERRE

Le Quotidien

Les mardis se suivent, mais ne se ressemblent pas à Saguenay. Il y a une semaine exactement, il faisait un très agréable 25 degrés Celsius ensoleillé pour la Petite Randonnée Interphysio à Arvida. Mardi, pour la 29e édition de la Jakours, devant l'École secondaire Kénogami, non seulement le thermomètre affichait quatre petits degrés, mais il y avait de la pluie et des vents de 35 km/h. Cela n'a pas empêché 70 braves de compléter leur parcours, ni Sylvain Lavoie (Vo2) d'aligner une autre victoire, cette fois sur 10 km.

Des 18 finissants du 10 km, Lavoie a poursuivi sur sa lancée victorieuse avec un temps de 35mn35, devançant Jean-Sébastien Sénéchal (Jakours), auteur d'un chrono de 35mn47, et Pascal Coudé (Fb Coaching), qui a inscrit un temps de 35mn50.

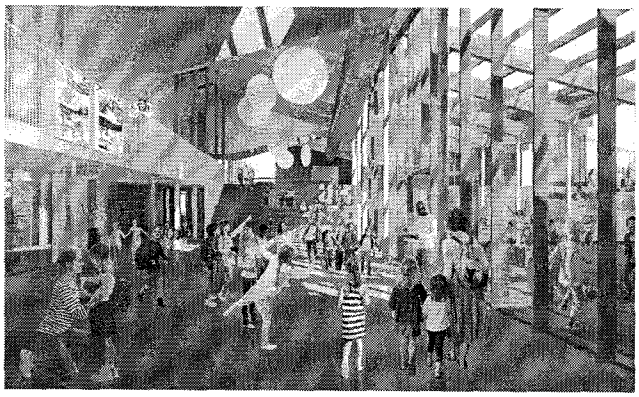
Chez les dames, Nadia Bolduc (UltraViolet) a conclu la distance en 39mn31 pour prendre le 1er rang, ainsi que le 5e rang au total. Lynda Desmeules du club Jakours est deuxième (45mn46) et Vicky Roy (Endurance du Fjord) troisième avec un temps de 51mn17. D'ailleurs, après la course, le Regroupement loisirs et sports (RLS) Saguenay-Lac-Saint-Jean a honoré Nadia Bolduc à titre d'athlète de l'année 2021 dans le volet course sur route dans le cadre de son programme de reconnaissance sportive. Une bourse de 500 $ lui a été remise pour ses accomplissements passés et présents. Maintes fois championne régionale, Nadia Bolduc était très heureuse de l'hommage qui lui a été rendu.

Sur la distance de 5 km, Vincent Fortin (Béluga) a terminé premier des 40 finissants avec un temps de 17mn22, suivi de Patrick David de Chicoutimi (17mn24) et de Félix Savard (Vo2 Trail) en 17mn36. Chez les femmes, Jorane Bouchard (Béluga) a été la plus rapide avec un chrono de 19mn43, suivie de Laurie Gagnon (Béluga) en 23mn54 et Sonia Tremblay (Vo2).

Sur 1 km, Hubert Dion-Marquis de Laterrière a terminé premier avec un chrono de 6mn24, suivi de Lauralie Salesse de Shipshaw avec un temps de 6mn39 (1re fille et 2e au général). Sa cadette, Élianne Salesse de Shipshaw, est deuxième chez les filles avec un chrono de 6mn41 et troisième au classement général. Elliot Salesse, le cadet des deux autres, a pris le deuxième rang masculin et le quatrième au total avec un temps de 6mn55. Étienne Côté de Saint-Honoré complète le podium masculin avec un temps de 7mn00 et Sara-Maude Savard (Jeannois) celui des filles avec un chrono de 7mn02.

*JournalLeSoir.ca, 17 mai 2022, page NA

Le Lab-École de 44 M$ ouvrira en septembre 2024


Une esquisse de l'intérieur du Lab-École. (Photo: courtoisie)

Le Centre de services scolaire des Phares (CSSDP), la Ville de Rimouski et les représentants du Lab-École ont participé à la première pelletée de terre officialisant les travaux de construction du Lab-École Rimouski, ce matin.

En cette occasion, la directrice générale du CSSDP, Madeleine Dugas, le maire de Rimouski, Guy Caron, le député de Rimouski, Harold Lebel, ainsi que l'architecte et cofondateur du Lab-École, Pierre Thibault, étaient réunis sur le site de la future école.

Le Lab-École Rimouski, comprenant 25 classes primaires et préscolaires, offrira également aux élèves un gymnase avec plateau double et leur permettra d'évoluer dans des espaces repensés, plus vastes et lumineux. Le consortium Lapointe Magne et associés et L'ŒUF, qui ont été les lauréats du concours d'architecture parmi 30 projets, propose aux futurs élèves un environnement d'apprentissage misant sur la collaboration et la communauté et où la nature environnante est mise à l'avant-plan.

École buissonnière

Sous le thème « Mon école buissonnière », l'école a été conçue dans une vision ludique réfléchie grâce à l'apport des intervenants de la communauté qui avaient manifesté le désir d'offrir aux enfants une école qui leur permettrait d'apprendre de manière innovante, dans un contexte collaboratif, et de pouvoir bouger en toutes saisons. Que ce soit par son immense toiture, ses liens entre l'intérieur et l'extérieur ou ses nombreux espaces communs, le projet suggère un cadre de vie accueillant dans lequel les enfants pourront se créer des souvenirs. Ce projet constitue un investissement de 44 M$.

Le projet devrait être complété à l'hiver 2024, ce qui permettra une rentrée scolaire en septembre de la même année. Les inscriptions seront ouvertes dès janvier 2024. Pour découvrir le Lab-École Rimouski et suivre l'échéancier des travaux.

Faits saillants :

- Les travaux de cette nouvelle école s'inscrivent dans une perspective d'intégration à la communauté et de développement durable;
- L'école sera adaptée aux nouvelles méthodes d'enseignement. Elle sera inspirante pour les élèves, le personnel scolaire et l'ensemble de la communauté. Les espaces communs favoriseront la socialisation et le sentiment d'appartenance des élèves;
- L'école sera composée de 25 classes : 8 de niveau préscolaire 4 et 5 ans et 17 de niveau primaire.

Coup d'envoi

« Le coup d'envoi des travaux de cette école tant attendue à Rimouski nous remplit de fierté! Ce projet est essentiel pour répondre à la forte croissance du nombre d'élèves de ce secteur prisé par les jeunes familles », estime Madeleine Dugas, directrice générale du CSSDP.

« Je suis très heureux de voir aujourd'hui ce premier jalon franchi vers la construction du LabÉcole. Ce nouveau milieu scolaire permettra non seulement de mettre en place des espaces d'apprentissage innovants et l'intégration du bâti scolaire dans le paysage de la ville, mais aussi de dynamiser la communauté et de bonifier l'offre de services aux citoyennes et citoyens. Le LabÉcole contribuera surtout à offrir un environnement d'enseignement unique pour les enfants. Ce projet de développement d'envergure est attendu par toute la population rimouskoise et témoigne du Rimouski de demain que nous voulons bâtir : collaboratif, novateur et favorisant un milieu de vie sain et le bien-être », soutient Guy Caron, maire de Rimouski.

Jamais lâché

« C'est une fierté pour moi de participer au lancement des travaux du Lab-École Rimouski, un projet qui a été pensé par et pour les gens de notre communauté. Cette école dont on avait tellement besoin est en grande partie le résultat d'une mobilisation de parents et d'administrateurs qui n'ont jamais lâché. Je suis donc très fier pour eux et elles, surtout pour les élèves et les enseignants qui feront rayonner des nouvelles pratiques sur l'ensemble de notre beau coin de pays », déclare Harold LeBel, député de Rimouski.

« L'école primaire représente une étape importante dans la vie d'un enfant. C'est un lieu d'apprentissage, mais surtout, un milieu de vie. On y développe les citoyens de demain. Il est grand temps que ces milieux soient adaptés aux besoins actuels des enfants. Je suis fier de participer à cette pelletée de terre qui vient concrétiser encore davantage ce projet qui me tient tant à cœur », affirme Pierre Thibault, architecte et cofondateur du Lab-École.

*MonThetford.com, 17 mai 2022, page NA

Défi OSEntreprendre : plusieurs classes du CSS des Appalaches se distinguent

Alain Faucher

Au niveau secondaire, le projet Réaction en chaîne réalisé par la classe de Sylvie Fecteau de la Polyvalente de Disraeli a retenu l'attention du jury.

Plusieurs équipes du Centre de services scolaire des Appalaches ont été honorées à l'occasion du dévoilement des équipes gagnantes du Défi OSEntreprendre.

Ainsi, au premier cycle du primaire, la classe de Sophie Daigle de l'École de la Source d'Adstock, secteur Sacré-Cœur de Marie, s'est illustrée pour son Marché de Noël.

Les élèves de la classe de Caroline Drouin et Michèle Mercier de l'école du Tournesol de Thetford ont été honorés pour le deuxième cycle du primaire grâce à leur projet intitulé « Glissade vers le bien-être ».

Dans la catégorie du troisième cycle du primaire, trois équipes locales se sont démarquées. La classe de Chantal Lambert et Manon Paré de l'école institutionnelle Paul VI d'East Broughton et St-Nom-de-Marie de Sainte-Clotilde-de-Beauce pour le rallye photos;

la classe de Geneviève Lessard de l'école Dominique-Savio de Stratford pour son Marché de Noël;

et la classe d'Évelyne Malouin de l'école Notre-Dame de Saint-Ferdinand pour Le bonheur soufflé.

Enfin, au niveau secondaire, le projet Réaction en chaîne réalisé par la classe de Sylvie Fecteau de la Polyvalente de Disraeli a retenu l'attention du jury.

*ici.radio-canada.ca, 17 mai 2022

Première pelletée de terre pour la construction du Lab-École à Rimouski

Un croquis de ce à quoi la Lab-École pourrait ressembler en hiver. PHOTO : L'OEUF ET LAPOINTE MAGNE ET ASSOCIÉS, PRATTE PAYSAGE, LATÉRAL, GBI ET VINCI ET CONSULTANTS

Marie-Christine Rioux

La première pelletée de terre en vue de la construction d'un Lab-École à Rimouski a été soulevée mardi matin. Quatre ans après la confirmation du projet, les coûts de construction de cette école sont maintenant évalués à plus de 44 millions de dollars et pourraient augmenter en raison de la hausse du prix des matériaux.

L'ouverture de la nouvelle école primaire était, au départ, prévue pour la rentrée 2022 puis pour celle de 2023. Le bâtiment devrait finalement être prêt pour la rentrée 2024.

La directrice générale du Centre de services scolaire des Phares, Madeleine Dugas, a indiqué que le Lab-École sera une école de quartier, à l'angle de l'avenue Léonidas Sud et de la rue Anne-Hébert, et elle accueillera les enfants des rues avoisinantes. Selon elle, le nouvel établissement permettra de décharger les écoles Sainte-Agnès et Élisabeth-Turgeon qui débordent.

Questionnée à savoir si les élèves en difficulté des autres quartiers pourront fréquenter cette nouvelle école, Mme Dugas a réitéré qu'il s'agira d'une école de quartier et que seuls les enfants des environs pourront la fréquenter.

Le nouveau redécoupage des quartiers scolaires sera connu seulement en janvier 2024.

Les coûts de ce projet de Lab-École annoncé en juin 2018 étaient d'abord évalués à 17,9 millions de dollars.

Depuis, ils ont donc plus que doublé. Le ministère de l'Éducation a donc octroyé un montant total de 44 327 258 dollars pour sa construction. C'est l'entreprise Construction TechniPro BSL qui se chargera des travaux.

Le directeur de Construction Technipro BSL, Marc Pigeon, était présent à la pelletée de terre et tenait à préciser un point sur le montant total du projet. Il faut comprendre que le coût de construction est de 34 millions et non pas de 44 millions. Le 44 millions, ça inclut probablement l'achat du terrain, les professionnels, etc., a-t-il soutenu au sujet des coûts élevés de construction.

Il affirme que l'augmentation des coûts des matériaux explique en partie la flambée du total de la facture.

M. Pigeon cite en exemple le prix de l'acier qui serait passé, selon lui, de 1600 dollars la tonne en 2019 à environ 5000 dollars la tonne aujourd'hui. Il dit qu'il en va de même pour l'ensemble des matériaux. Notre marge de profits fond chaque fois que l'inflation monte, ajoute-t-il.

L'entrepreneur estime qu'il y a des hausses de coûts qui sont vraiment hors de [son] contrôle. C'est sûr que ça va nous prendre l'aide du client [le ministère de l'Éducation], dit-il.

L'un des penseurs derrière les Lab-Écoles, l'architecte Pierre Thibault, relativise ces dépassements coûts.

Ce qu'on veut démontrer, à terme, c'est que cet investissement-là va faire qu'il y aura des retombées sur toute la communauté, soutient-il.

Un concours d'architecture a été organisé en 2019 pour déterminer quelle entreprise d'architectes ferait les plans du Lab-École.

À Rimouski, c'est le concept des firmes d'architectes Lapointe Magne et associés et L'OEUF qui a été retenu.

Le Lab-École Rimouski doit comprendre 25 classes, soit 17 de niveau primaire et 8 de niveau préscolaire, un gymnase avec plateau double et des espaces communs lumineux.

Avec des informations de Michel-Félix Tremblay

*ici.radio-canada.ca, 17 mai 2022

Un nouveau gymnase de près de 5,4 M$ pour l'école Saint-Gérard de Desbiens

L'annonce d'un nouveau gymnase à l'école Saint-Gérard, à Desbiens, a été faite en présence des élèves de l'école primaire. PHOTO : RADIO-CANADA / JÉSICA SAVARD

Myriam Gauthier

L'école Saint-Gérard de Desbiens aura un nouveau gymnase. Il devrait être prêt à l'automne 2024 après des travaux de près de 5,4 M$.

Les travaux qui auront lieu dans l'école primaire jeannoise de quelque 90 élèves seront financés par le ministère de l'Éducation.

Le député de Lac-Saint-Jean, Éric Girard, le directeur général du Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean, Marc-Pascal Harvey, et le maire de Desbiens, Claude Delisle, ont annoncé le projet lors d'une conférence tenue dans l'école primaire, mardi en début d'après-midi.

Le nouveau gymnase sera aménagé à gauche de l'école et aura une superficie de 432 mètres carrés. Les jeunes auront plus d'espace pour pratiquer différents sports, se réjouit l'enseignant en éducation physique de l'école, Dave Simard.

« C'est sûr que c'est une excellente nouvelle, parce que la problématique avec un gymnase plus petit comme ça, c'est au niveau des activités physiques. Parfois, on est limité. Il y a des sports que c'est difficile. »

—Dave Simard, enseignant en éducation physique

Il est par exemple plus ardu pour les jeunes de quatrième, cinquième ou sixième année de pratiquer le soccer ou le basketball dans le gymnase actuel, a indiqué l'enseignant.

Minimiser les impacts sur les élèves

La méthode de construction retenue permettra de conserver la fenestration actuelle du bâtiment afin de maximiser la luminosité à l'intérieur de l'école primaire.

L'école profitera des travaux pour aménager des locaux supplémentaires dans la grande salle où sont actuellement tenus les cours d'éducation physique.

Le premier appel d'offres visant à sélectionner la firme d'architectes et réaliser les plans sera lancé au courant des prochaines semaines. La construction du gymnase doit débuter en 2023 et son inauguration est prévue à l'automne 2024.

Le directeur de l'école, Maxime Claveau, espère que les travaux pourront être menés à des moments où les élèves seront absents.

Je n'ai pas les détails là-dessus, mais par expérience, de ce qui se fait ailleurs, on essaie toujours que ça perturbe le moins possible les activités normales de l'école. Oui, les soirs et fins de semaine d'habitude, ce sont des options qui sont utilisées, mais pour l'instant, il est trop tôt pour le dire, a-t-il indiqué.

Le gymnase sera également accessible à la communauté. La nouvelle infrastructure permettra de renforcer les liens entre les citoyens, estime le maire de Desbiens, Claude Delisle.

Ça va lier la communauté, quand ils vont se faire des ligues de volleyball, quand ils vont se faire des ligues de hockey. C'est sûr que tu crées des liens, entre des gens qui ne se connaissaient pas, a-t-il souligné.

Des gymnases aux normes

Lorsque le nouveau gymnase sera complété, les 20 écoles du Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean auront un gymnase qui répond aux exigences gouvernementales.

Un gymnase qui respecte les normes en vigueur, c'est essentiel pour bouger et permettre de vivre des apprentissages, a souligné le député Éric Girard, par voie de communiqué.

Plusieurs millions de dollars ont été investis par le centre de services scolaire pour la construction de nouveaux gymnases.

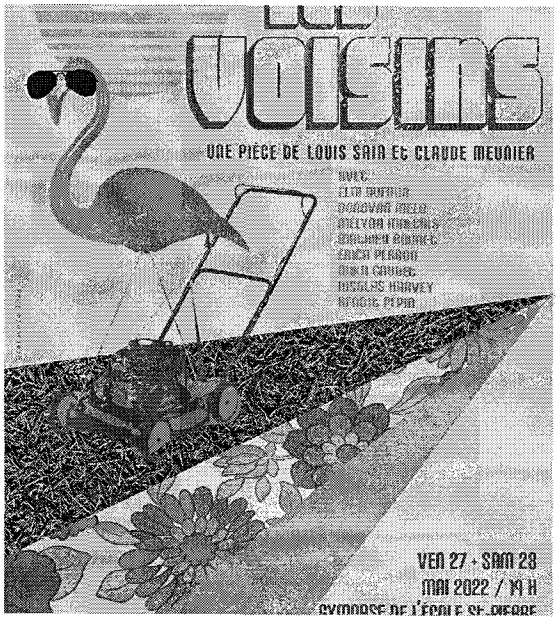
Le gymnase de l'école Saint-Gérard sera le troisième à être construit en quatre ans dans l'une de nos écoles primaires, a souligné le directeur général du centre de services Marc-Pascal Harvey. C'est plus de 16 M$ qui auront été investis pour favoriser l'activité physique des élèves.

Avec les informations de Catherine Gignac

*LeCharlevoisien.com, 17 mai 2022

Les élèves de l'école Saint-Pierre présentent la pièce « Les Voisins »

Par **Lisianne Tremblay**



L'affiche de la pièce de théâtre a été conçue par Carole-Anne Pedneault.

Sept élèves de secondaire II à V de l'école Saint-Pierre monteront sur scène pour présenter la pièce de théâtre « Les Voisins », des auteurs Claude Meunier et Louis Saia. Elle sera présentée les 27 et 28 mai, à 19 h, au gymnase de l'école insulaire.

Une invitation à plonger dans l'univers absurde de trois familles de voisins dépareillés qui se voisinent pour le meilleur et pour le pire.

D'autres étudiants de l'école ont contribué au projet pour la conception de décors, en plus de s'occuper du son et de l'éclairage entre autres. Plusieurs bénévoles s'impliquent également autour de ce projet sous la direction de l'enseignant Benoît Pépin.

Les billets sont en vente au coût de 10 $ pour les personnes de 12 ans et plus et 5 $ pour les enfants. Il est possible de réserver ses billets par téléphone à l'Ancrage au 418 438-1616.

L'Hebdo Charlevoisien, 11 mai 2022, page 16

Une centaine d'ados devront marcher

Plusieurs parents ont été surpris et déçus d'apprendre que leur adolescent n'aura plus accès au transport scolaire dès la rentrée cet automne.

Lisianne Tremblay

Auparavant, la distance entre l'école et leur résidence était de 1,6 kilomètre. Elle a été haussée à deux kilomètres pour les élèves du secondaire. Au total, 123 jeunes sont concernés.

Le Centre de services scolaire de Charlevoix précise que ce n'est pas une question d'argent.

« Cela a été réfléchi et nous avons aussi regardé ce qui se fait ailleurs. Cette décision concerne les élèves des écoles de Baie-Saint-Paul et de La Malbaie. On comprend que cela apporte des inconvénients, mais c'est le même principe qui s'appliquera pour tous. Ce n'est pas inhabituel en zone urbaine et dans certaines régions que les jeunes marchent deux kilomètres pour se rendre à leur école », explique Michèle Moreau, directrice et responsable des communications, des archives et du transport scolaire.

Cette décision a été recommandée par le comité consultatif du transport. Rappelons que la politique relative au transport a été adoptée le 23 février à l'unanimité par le conseil d'administration.

À Baie-Saint-Paul, 75 élèves devront maintenant marcher jusqu'à leur école alors qu'à La Malbaie, ils sont 48. Les parents concernés ont reçu un courriel le 3 mai du Centre de services scolaire.

Ils habitent dans certaines rues du Domaine Tremsim, la rue Bissonnette et certaines rues du Domaine Fortin à Baie-Saint-Paul.

Avec une distance de deux kilomètres, l'organisation respecte également les exigences du ministère de l'Éducation du Québec.

Le Centre de services scolaire de Charlevoix s'est servi de son propre logiciel pour déterminer les distances par rapport au Centre éducatif Saint-Aubin et à l'École secondaire du Plateau.

Soulignons qu'une autre option s'offre aux parents, mais elle aura un coût. « Une fois que nous aurons nos circuits cet automne, nous saurons le nombre de places qui restera dans l'autobus. Les places disponibles seront payantes étant donné que les élèves ont perdu leur droit au transport gratuit. », a ajouté M^me^ Moreau.

Le coût annuel sera de 330 $ pour un enfant et de 440 $ pour une famille de deux enfants ou plus. Le conseil municipal de Baie-Saint-Paul discutera de cette modification en caucus interne le 9 mai.

La sécurité de la population est compromise, disent les paramédics

© Droits auteurs protégés, propriété de l'éditeur
La vente et la reproduction de ce document sont strictement interdites

Presence of rodents observed at École Edgar-Hébert

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD

On April 25th, the parents of students at École primaire Edgar-Hébert, located in Salaberry-de-Valleyfield, received a letter informing them of the presence of rodents in the basement of the school.

"Dear parents, last week the school staff noticed the presence of rodents in the basement of the school. The Material Resources Services team at the school service center has already implemented the appropriate and recommended measures. In addition, a private firm was present at the school on Monday to ensure that this problem was effectively eradicated.

We would like to inform you that no student or staff member has been affected by this issue. In addition, all possible measures will be put in place to put an end to this situation as soon as possible and with the least possible impact on activities. Considering that the problem is located in the basement, regular school activities are maintained with some adjustments. The basement will remain closed until the situation is completely rectified.

English and music lessons will take place in the classrooms of the homerooms and the students will also have lunch there. The daycare service will be temporarily relocated to the first floor, in the preschool area," we can read in the letter received by the parents.

The opinion of an exterminator

Asked whether the presence of rodents, in a school, is a common situation in the spring, Martin St-Jacques, owner of Extermination Pro-Nature, mentions that it is not usual, but not impossible since rodents manage to slip through openings of a building, no matter how small. Mr. St-Jacques mentions that if the situation has been well taken care of by experts, there is nothing to worry about.

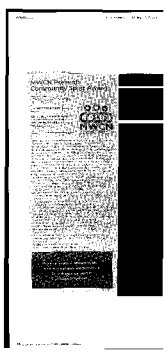
"The problem is that when it comes to a daycare or a school, the exterminators are limited in terms of the products used. They often have to turn to mechanical traps or products that are approved for use in these places by Health Canada."

Is it possible to contain the problem in the basement? Martin St-Jacques mentions that it is possible to make sure to secure the accesses where rodents could sneak in and move around the establishment. "We must not forget that rodents easily pass through the smallest opening. A mouse can compress its head and fit through a hole the size of a nickel. As for rats, an opening the size of a dollar allows them to go through. As an expert, I wouldn't worry about my children. Often people associate rodents with unsanitary conditions, but this is not always the case. If their presence is an isolated problem and the place is sanitary, I wouldn't worry. Rodents fear humans, they try to avoid them. They will not seek to go where they are. They attack only if they feel threatened or if they are attacked."

Mr. St-Jacques concludes by emphasizing that the important thing is that the situation be quickly taken care of by experts who will be able to prevent rodents from spreading to the entire building, causing damage by gnawing and multiplying.

Me Luc Langevin, Director of *Services du secretariat et des communications* for the *Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands* mentions that the CSSVT's material resources team went to the site to see it and to carry out a complete inspection of the building as soon as they were made aware of the situation. "The CSSVT also used the services of an exterminator to assess and resolve the situation. The latter has since carried out a daily inspection of the building in addition to implementing the necessary corrective measures in such circumstances. The inspections carried out revealed that the presence of rodents was mainly confined to the basement of the building. To this end, as a preventive measure, it was considered preferable to temporarily reduce access to the basements."

The CSSVT reassures us: the building is and remains safe for all students and staff. Thanks to the quick response by the CSSVT teams and the exterminators, the situation did not cause any interruption in the daily activities of the school. M.C.



© Droits auteurs protégés, propriété de l'éditeur
La vente et la reproduction de ce document sont strictement interdites

Communiqué (s)

Québec

Un financement annuel de 5,5 millions $ pendant trois ans - Dévoilement de la Stratégie québécoise sur l'utilisation des écrans et la santé des jeunes

17 mai 2022, 16 h 17

Publié par : Cabinet du ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux (https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr[filter][]=cabinets_et_pm:291)

Santé (https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr[filter][]=themes:178)

Partager

(https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/un-financement-annuel-de-55-millions-pendant-trois-ans-devoilement-de-la-strategie-quebecoise-sur-lutilisation-des-ecrans-et-la-sante-des-jeunes-40396#)
(https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/un-financement-annuel-de-55-millions-pendant-trois-ans-devoilement-de-la-strategie-quebecoise-sur-lutilisation-des-ecrans-et-la-sante-des-jeunes-40396#)
(https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/un-financement-annuel-de-55-millions-pendant-trois-ans-devoilement-de-la-strategie-quebecoise-sur-lutilisation-des-ecrans-et-la-sante-des-jeunes-40396#)

QUÉBEC, le 17 mai 2022 /CNW Telbec/ - Le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Lionel Carmant, annonce aujourd'hui la publication de la Stratégie québécoise sur l'utilisation des écrans et la santé des jeunes 2022-2025, dont le déploiement sera soutenu par un financement annuel totalisant 5,5 millions $, pour chacune des trois années concernées. Cette initiative fait suite à la tenue de consultations sur la question, qui se sont déroulées en février 2020 et en septembre 2021 en vue d'alimenter la réflexion et les travaux menant à son élaboration.

La Stratégie vise à favoriser la santé globale des jeunes de 2 à 25 ans en ce qui concerne l'utilisation des écrans, notamment en leur fournissant des environnements qui faciliteront l'adoption de saines habitudes de vie, de même qu'un soutien dans l'ensemble de leur parcours de vie pour les aider à faire des choix favorables à leur santé.

La Stratégie s'articule autour de quatre grandes orientations, assorties du budget annuel nécessaire pour soutenir le déploiement des mesures proposées, soit :

- 750 000 $ pour la promotion de la santé et des saines habitudes de vie;
- 1 250 000 $ pour l'information et la sensibilisation;
- 2 500 000 $ pour les services intégrés et complémentaires;
- 1 000 000 $ pour la surveillance, la recherche et la formation.

Les mesures qui viennent concrétiser ces orientations s'inscrivent de manière cohérente dans le continuum de services en dépendance du ministère de la Santé et des Services sociaux, encadré par le Plan d'action interministériel en dépendance (https://c212.net/c/link/?t=0&l=fr&o=3540226-1&h=291465955&u=https%3A%2F%2Fpublications.msss.gouv.qc.ca%2Fmsss%2Fdocument-002078%2F&a=Plan+d%27action+interministriel+en+d%C3%A9pendance). Ces mesures sont également en complémentarité avec les services existants en matière de promotion de la santé, de prévention, de détection, d'intervention précoce et de traitement, afin de rejoindre les jeunes dans leur milieu.

Citation :

« Les technologies liées aux écrans comportent bien des avantages au quotidien. Toutefois, une utilisation excessive peut avoir des conséquences, notamment sur la santé, ce à quoi les jeunes sont tout particulièrement vulnérables étant donné les répercussions possibles sur leur développement. Nous nous devons de bien les accompagner dans leur utilisation des écrans, et de leur apporter un soutien cohérent lorsque leur santé est en jeu. Cette Stratégie, qui est le fruit d'une réflexion collective pertinente, est un premier pas en ce sens. Nous pouvons en être très fiers. »

Lionel Carmant, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux

Faits saillants :

- Rappelons que la Stratégie s'inscrit dans une démarche qui s'est amorcée en 2019 avec l'annonce d'un nouveau mandat confié au ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux (https://c212.net/c/link/?t=0&l=fr&o=3540226-1&h=1901981481&u=https%3A%2F%2Fwww.msss.gouv.qc.ca%2Fministere%2Fsalle-de-presse%2Fcommunique-1894%2F&a=l%27annonce+d%27un+nouveau+mandat+confi%C3%A9+au+ministre+d%C3%A9l%C3%A9gu%C3%A9+%C3%A0+la+Sant%C3%A9+et+aux+Services+sociaux), sur l'utilisation des écrans chez les jeunes.

- La première consultation regroupait des experts québécois et avait pour objectif de développer une vision commune sur l'état des lieux de la problématique de l'utilisation des écrans chez les jeunes au Québec et de proposer des balises pour les actions à déployer dans différents milieux tels que la famille, l'école et la communauté. Le document Réflexions issues du forum d'experts (https://c212.net/c/link/?t=0&l=fr&o=3540226-1&h=857392430&u=https%3A%2F%2Fpublications.msss.gouv.qc.ca%2Fmsss%2Fdocument-003221%2F%3F%26txt%3D%25C3%25A9cran%26msss_valpub%26date%3DDESC&a=R%C3%A9flexions+issues+du+forum+d%27experts) a été diffusé à la suite de cet événement.

- La seconde consultation, tenue en septembre 2021 (https://c212.net/c/link/?t=0&l=fr&o=3540226-1&h=408411695&u=https%3A%2F%2Fwww.msss.gouv.qc.ca%2Fministere%2Fsalle-de-presse%2Fcommunique-3175%2F&a=consultation%2C+tenue+en+septembre+2021), a réuni des représentants de différents secteurs comme la santé, l'éducation, la recherche et le milieu communautaire, qui ont pu échanger sur leurs préoccupations relatives à l'utilisation des écrans et partager des pistes de solution pour leurs champs d'activité respectifs.

- En vue du lancement de la Stratégie, le ministère de la Santé et des Services sociaux a diffusé sur son site Web une infographie intitulée Le temps d'écran chez les élèves du secondaire en

quelques chiffres (https://c212.net/c/link/?t=0&l=fr&o=3540226-1&h=1620336639&u=http%3A%2F%2Fwww.msss.gouv.qc.ca%2Fprofessionnels%2Fstatistiques-donnees-sante-bien-etre%2Fflash-surveillance%2F&a=Le+temps+d%27%C3%A9cran+chez+les+%C3%A9l%C3%A8ves+du+secondaire+en+quelques+chiffres). Celle-ci met en valeur les données de l'Enquête québécoise sur le tabac, l'alcool, la drogue et le jeu chez les élèves du secondaire 2019.

Liens connexes :

Pour prendre connaissance des recommandations afin de favoriser une utilisation saine au regard des différentes tranches d'âge, consulter la page Utilisation saine des écrans chez les jeunes | Gouvernement du Québec (quebec.ca) (https://c212.net/c/link/?t=0&l=fr&o=3540226-1&h=2020473290&u=https%3A%2F%2Fwww.quebec.ca%2Fsante%2Fconseils-et-prevention%2Fsaines-habitudes-de-vie%2Futilisation-saine-des-ecrans-chez-les-jeunes&a=Utilisation+saine+des+%C3%A9crans+chez+les+jeunes+%7C+Gouvernement+du+Qu%C3%A9bec+(quebec.ca)).

Pour en savoir plus, consulter la Stratégie québécoise sur l'utilisation des écrans et la santé des jeunes (https://c212.net/c/link/?t=0&l=fr&o=3540226-1&h=3529739292&u=https%3A%2F%2Fpublications.msss.gouv.qc.ca%2Fmsss%2Fdocument-003382%2F&a=Strat%C3%A9gie+qu%C3%A9b%C3%A9coise+sur+l%27utilisation+des+%C3%A9crans+et+la+sant%C3%A9+des+jeunes).

Consulter le contenu original :
http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/May2022/17/c9892.html
(http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/May2022/17/c9892.html)

En savoir plus

À propos de l'organisation

Cabinet du ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux

---

Abonnements

S'abonner au fil de presse (https://qgov.newswire.ca/qmail/)

Flux RSS (https://www.quebec.ca/fil-de-presse.rss)

Dernière mise à jour : 17 mai 2022

Québec

© Gouvernement du Québec, 2022

Québec

Plan québécois des infrastructures 2021-2031 - Une nouvelle école secondaire à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier

17 mai 2022, 13 h 45

Publié par : Cabinet du ministre de l'Éducation (https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr[filter][]=cabinets_et_pm:277)

Éducation (https://www.quebec.ca/nouvelles/rechercher?tx_solr[filter][]=themes:169)

Partager

(https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/plan-quebecois-des-infrastructures-2021-2031-une-nouvelle-ecole-secondaire-a-sainte-catherine-de-la-jacques-cartier-40384#) (https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/plan-quebecois-des-infrastructures-2021-2031-une-nouvelle-ecole-secondaire-a-sainte-catherine-de-la-jacques-cartier-40384#) (https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/plan-quebecois-des-infrastructures-2021-2031-une-nouvelle-ecole-secondaire-a-sainte-catherine-de-la-jacques-cartier-40384#)

QUÉBEC, le 17 mai 2022 /CNW Telbec/ - Reconnaissant le besoin de places au secondaire sur tout le territoire, le gouvernement du Québec va de l'avant avec la mise à l'étude du projet du Centre de services scolaires de la Capitale pour la construction éventuelle d'une école secondaire, qui sera située à Saint-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, dans la région de la Capitale-Nationale. Le ministre de la Cybersécurité et du Numérique, ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels et député de La Peltrie, M. Éric Caire, ainsi que la vice-première ministre, ministre de la Sécurité publique, ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale et députée de Louis-Hébert, M^{me} Geneviève Guilbault, en ont fait l'annonce aujourd'hui, au nom du ministre de l'Éducation, M. Jean-François Roberge. Pour l'occasion, ils étaient accompagnés du maire de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier, M. Pierre Dolbec, et du directeur général du Centre de services scolaire de La Capitale, M. Pierre Lapointe.

La construction de cette école secondaire s'inscrit dans la foulée de l'annonce d'une série de constructions d'une nouvelle génération d'écoles primaires et secondaires un peu partout au Québec pour répondre aux nombreux besoins d'espace. Les travaux seront réalisés selon la nouvelle vision gouvernementale en matière de construction, d'agrandissement et de rénovation d'écoles. Inscrite dans une perspective d'intégration à la communauté et de développement durable, cette école sera adaptée aux nouvelles méthodes d'enseignement. Les espaces communs favorisent la socialisation et le sentiment d'appartenance des élèves. Les nouvelles écoles arborent également une toute nouvelle identité architecturale mettant en valeur des accents de bleu et des matériaux du Québec, principalement le bois et l'aluminium.

Mentionnons que la construction de cet établissement scolaire a été confirmée par le dernier budget du gouvernement annoncé récemment. Une somme de 2 millions de dollars est accordée pour l'élaboration du dossier d'opportunité, qui permettra de préciser les informations sur le projet. La Société québécoise des infrastructures a confirmé le choix du terrain, soit à l'angle des rues Désiré-Juneau et Guy-Linteau, à Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier.

Citations :

« Voilà maintenant plus d'un an que nous annonçons, un peu partout au Québec, des nouvelles réjouissantes pour la rénovation, l'agrandissement et la construction d'écoles primaires et secondaires. La nouvelle d'aujourd'hui s'inscrit dans ce cadre, et ce, au grand bénéfice des élèves et des familles. La qualité des milieux d'apprentissage demeure un élément clé du développement et de la réussite de nos jeunes. Cette nouvelle école vient donc répondre non seulement à un besoin urgent d'espace, mais aussi à un souci constant d'aider les élèves dans la poursuite de leurs objectifs. »

Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation

« Je suis très heureux de confirmer le projet de nouvelle école secondaire dans la circonscription de La Peltrie. Beaucoup de citoyens m'ont en effet approché pour s'informer de la possibilité pour nous de répondre plus efficacement aux besoins des élèves et des familles en matière d'éducation. Je suis convaincu que cette bonne nouvelle réjouira toute la population. J'ai donc très hâte de pouvoir annoncer la suite des développements dans ce dossier. D'autres bonnes nouvelles sont à venir! »

Éric Caire, député de La Peltrie, ministre de la Cybersécurité et du Numérique et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels

« Le secteur de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier est en plein développement. La communauté souhaite, depuis quelques années, une nouvelle école secondaire. Il s'agit donc d'une excellente nouvelle pour nos familles, mais aussi et surtout pour les enfants de la région, qui pourront étudier près de la maison, dans un environnement optimal. Ce nouvel établissement leur permettra de socialiser, de créer des liens et d'évoluer dans un milieu de vie moderne, dynamique et adapté à leur réalité. Je suis ravie de l'engagement de notre gouvernement envers l'éducation, qui est une priorité nationale depuis 2018. »

Geneviève Guilbault, vice-première ministre, ministre de la Sécurité publique, ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale et députée de Louis-Hébert

« Avec plus de 24 % de sa population en bas de 15 ans, Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier est une des villes les plus jeunes et les plus dynamiques au Québec. C'est pourquoi cette nouvelle école est désirée depuis des années par notre population et celle de la région. Je tiens à remercier très sincèrement notre député Éric Caire et la ministre Guilbault d'avoir été à l'écoute et d'avoir appuyé ce projet, probablement le plus souhaité par tous les Catherinois et Catherinoises. »

Pierre Dolbec, maire de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier

« Je me réjouis de l'annonce de la construction d'une nouvelle école sur le territoire du Centre de services scolaire de la Capitale. Ce projet permettra non seulement de répondre à la croissance constante de la clientèle scolaire dans la ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier et des environs, mais également d'offrir des milieux de vie et d'apprentissage modernes, sécuritaires et stimulants à nos élèves, à notre personnel et à la communauté. »

Pierre Lapointe, directeur général du Centre de services scolaire de La Capitale

Liens connexes :

Pour en savoir davantage sur la nouvelle vision gouvernementale pour une « nouvelle génération d'écoles (https://c212.net/c/link/?t=0&l=fr&o=3539818-1&h=1162888614&u=http%3A%2F%2Fwww.education.gouv.qc.ca%2Findex.php%3Fid%3D40870&a=nouvelle+g%C3%A9n%C3%A9ration+d%27%C3%A9coles) », dévoilée à l'hiver 2020 par le premier ministre du Québec et le ministre de l'Éducation du Québec.

Pour en savoir plus sur les activités du ministère de l'Éducation, suivez-le sur les médias sociaux :

https://www.facebook.com/quebeceducation (https://c212.net/c/link/?t=0&l=fr&o=3539818-1&h=754269038&u=https%3A%2F%2Fwww.facebook.com%2Fquebeceducation&a=https%3A%2F%2Fwww.facebook.com%2Fquebeceducation)
https://twitter.com/EducationQC (https://c212.net/c/link/?t=0&l=fr&o=3539818-1&h=2780667038&u=https%3A%2F%2Ftwitter.com%2FEducationQC&a=https%3A%2F%2Ftwitter.com%2FEducationQC)
https://www.linkedin.com/company/339645 (https://c212.net/c/link/?t=0&l=fr&o=3539818-1&h=3099030487&u=https%3A%2F%2Fwww.linkedin.com%2Fcompany%2F339645&a=https%3A%2F%2Fwww.linkedin.com%2Fcompany%2F339645)
https://www.youtube.com/channel/UCgcPCv5VQhsAY3vNNoH6Zrw (https://c212.net/c/link/?t=0&l=fr&o=3539818-1&h=3052027893&u=https%3A%2F%2Fwww.youtube.com%2Fchannel%2FUCgcPCv5VQhsAY3vNNoH6Zrw&a=https%3A%2F%2Fwww.youtube.com%2Fchannel%2FUCgcPCv5VQhsAY3vNNoH6Zrw)

Consulter le contenu original :
http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/May2022/17/c1756.html (http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/May2022/17/c1756.html)

En savoir plus

À propos de l'organisation

Cabinet du ministre de l'Éducation

Abonnements

S'abonner au fil de presse (https://qgov.newswire.ca/qmail/)

Flux RSS (https://www.quebec.ca/fil-de-presse.rss)

Dernière mise à jour : 17 mai 2022

Québec

© Gouvernement du Québec, 2022

PROJET ESPACE MONARQUE ET CIE DE LA MRC D'ARGENTEUIL

Des élèves d'ici en nomination pour le Prix Demain le Québec de la Fondation David Suzuki

18 mai 2022

La MRC d'Argenteuil est honorée de figurer parmi les finalistes du Prix Demain le Québec de la Fondation David Suzuki pour l'Espace Monarque et cie, une initiative de préservation de la faune et de la flore, réalisée en collaboration avec une classe de 6e année de l'école l'Oasis, à Lachute. Seuls 15 projets ont été retenus dans le cadre de ce concours d'envergure, organisé à la grandeur du Québec. En lice dans les catégories Prix du jury, Prix des Étoiles montantes et Prix du public, la MRC d'Argenteuil invite la communauté à voter pour l'Espace Monarque et cie sur le site Internet de la Fondation David Suzuki.

Au début du printemps, les 20 élèves de la classe de madame Jennifer Cyr ont débuté l'exploration du monde des insectes et des plantes, accompagnés par madame Émilie Jutras, technicienne en production horticole à la MRC d'Argenteuil. Au fil des semaines, les élèves ont réalisé par eux-mêmes toutes les étapes du projet, tels que le semis, le repiquage et l'entretien complet des plantes indigènes mellifères sélectionnées. Dans la semaine du 25 mai, les élèves iront implanter leur production au projet d'agriculture communautaire de la MRC d'Argenteuil afin de favoriser l'écosystème du jardin et ainsi contribuer à la sauvegarde du papillon monarque et des insectes pollinisateurs. À noter que le projet d'agriculture communautaire est tout désigné pour ce type d'initiative par sa mission de sensibilisation et d'éducation, en plus de sa culture écologique, qui favorise grandement le développement d'habitats pour les monarques.

« Avec l'Espace Monarque, nous profitons d'un véritable levier d'apprentissages et d'expériences afin de guider les jeunes vers une prise de conscience positive de l'environnement. La MRC d'Argenteuil est extrêmement fière de l'accomplissement des élèves impliqués et salue leur engagement et leur proactivité. Nous invitons maintenant la population à appuyer ces jeunes exceptionnels en allant voter pour leur projet », de déclarer le préfet, monsieur Scott Pearce.

La MRC d'Argenteuil désire remercier les membres du personnel de l'école l'Oasis pour leur implication et leur enthousiasme face au projet ainsi que le Club Richelieu de Lachute pour la participation financière à l'achat du matériel nécessaire.

Du 16 mai au 13 juin, on vote pour l'Espace Monarque et cie!

Le public aura un mois pour voter pour son initiative préférée afin de récompenser les jeunes acteurs et actrices du changement au Québec. Il suffit de se rendre sur le site de la Fondation David Suzuki ou encore au www.argenteuil.qc.ca/monarque.

À noter qu'il faut posséder une adresse courriel valide pour pouvoir voter. Chaque personne ne peut voter qu'une seule fois, mais peut par la suite inviter ses proches à voter à leur tour et ainsi encourager l'engagement jeunesse.

Les initiatives gagnantes de cette compétition d'envergure seront dévoilées le 21 juin, lors d'un grand événement en ligne en présence de David Suzuki. Le jury est composé de onze représentants réputés dans le milieu de l'engagement citoyen et jeunesse au Québec.

Parmi les projets finalistes, on retrouve notamment des initiatives d'agriculture urbaine, d'actions pour défendre la justice climatique, de reconnexion avec le territoire, d'éducation relative à l'environnement, de soutien face à l'écoanxiété et bien d'autres encore. La MRC d'Argenteuil souhaite la meilleure des chances à l'ensemble des finalistes.

Un projet bien enraciné

Rappelons qu'en 2013, la MRC d'Argenteuil faisait l'acquisition d'un terrain de 245 ha situé en zone agricole, dans la ville de Brownsburg-Chatham. Autour d'une table en sécurité alimentaire, l'idée émergea d'y développer un projet d'agriculture communautaire de proximité, à caractère social, à la fois novateur et rassembleur, dans le but de bonifier l'offre de denrées fraîches offertes par les services d'aide alimentaire du territoire. Ainsi, depuis l'été 2015, la MRC d'Argenteuil y récolte une variété de fruits et de légumes de qualité pour près de 2 000 citoyens et citoyennes dans le besoin. L'Espace Monarque et cie est l'une des initiatives découlant de ce projet.

Dans ses plans pour l'avenir, la MRC d'Argenteuil souhaite proposer davantage d'activités en lien avec l'agriculture durable auprès des jeunes du territoire et, par le fait même, augmenter le nombre d'espaces dédiés aux insectes pollinisateurs et aux papillons monarques.

À propos du Prix Demain le Québec

La Fondation David Suzuki dédie sa 8e édition du Prix Demain le Québec à la jeunesse. Ce concours, présenté par Desjardins et soutenu par Nature's Way, se veut porteur d'espoir pour ces jeunes acteurs et actrices de changement, et souhaite récompenser leurs initiatives inspirantes et engagées dans leur communauté.

Pour plus d'information

MRC d'Argenteuil
430, rue Grace
Lachute Québec
Canada J8H 1M6
www.argenteuil.qc.ca

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP

Dix ans d'entrepreneuriat - Les étoiles de Marie-Chloé Duval et Pascal Dumais brillent maintenant sur le mur des célébrités de l'École secondaire Chanoine-Beaudet

18 mai 2022

C'est le 28 mars dernier que deux personnalités ont ajouté leur étoile au mur des célébrités entrepreneuriales de l'École secondaire Chanoine-Beaudet. Ce sont madame Marie-Chloé Duval, artiste en art visuelle, et monsieur Pascal Dumais, entrepreneur en plomberie, les co-présidents d'honneur des dix ans d'entrepreneuriat de cette école, qui reçoivent cet honneur à la fois prestigieux et unique. Les récipiendaires figurant déjà sur le mur sont mesdames Eve Landry et Sandy Beaulieu ainsi que messieurs Simon Dion-Viens et Claude Béchard.

M^me^ Kariane Mongrain, enseignante, M. Patrick Molière, enseignant de sensibilisation en entrepreneuriat, M^me^ Kim Desjardins, enseignante et instigatrice du mur en 2013, M^me^ Josée Chouinard, conseillère d'orientation, M^me^ Sandra Bélanger, directrice, ainsi que Érika Lafleur et Lysanne Ouellet, élèves de l'école.

Le mur des célébrités vise à mettre en lumière la passion entrepreneuriale d'anciens finissants et finissantes de cette école secondaire, des gens qui ont réussi, qui ont persévéré, qui rayonnent dans leur milieu professionnel, qui sont devenus des modèles pour les élèves de cette institution, la première école entrepreneuriale au Bas-Saint-Laurent. L'aménagement de ce mur en 2013 est d'ailleurs une initiative de deux anciennes élèves qui en ont fait un projet entrepreneurial, dont madame Kim Desjardins qui est maintenant enseignante au sein de cette école et qui était présente lors de la cérémonie. Rappelons que ce projet avait été créé afin de démontrer aux élèves de l'école l'importance de croire en ses rêves et de tout faire pour les réaliser.

Madame Duval a affirmé qu'elle était très touchée de cet honneur.

« Je suis également profondément heureuse de voir que l'art est célébré et mit de l'avant tant pour l'aspect créatif qu'entrepreneurial. C'est tellement aligné avec mes objectifs d'artiste, soit de pouvoir promouvoir des choix de carrières différentes et moins connues. Je suis sincèrement reconnaissante de ce que l'École secondaire Chanoine-Beaudet m'a apporté sur le plan humain. C'est là que j'ai eu la chance de me découvrir dans ma maturité et ma prise de responsabilités, et ça, c'est un apprentissage qui me sert encore chaque jour. »

Quant à monsieur Dumais, il s'est dit très reconnaissant.

« Je remercie l'École secondaire Chanoine-Beaudet de contribuer et de soutenir la culture entrepreneuriale de demain. Je suis reconnaissant qu'on m'ait sélectionné malgré mon parcours scolaire moins standard. Le passage du secondaire est une période où l'on apprend à découvrir nos talents, nos passions aussi. Merci d'offrir différents chemins pour accéder à la réussite et, surtout, merci aux membres du personnel qui ont su faire la différence dans mon parcours scolaire. J'espère pouvoir inspirer d'autres jeunes à oser l'entrepreneuriat. »

Tous deux diplômés de l'École secondaire Chanoine-Beaudet, ces nouveaux récipiendaires ont su se distinguer, tout au long de leur carrière, par leur savoir-faire entrepreneurial. Le fait qu'ils excellent dans deux domaines complètement différents démontre aux élèves et à l'ensemble de la communauté l'infini potentiel du métier d'entrepreneur. Les élèves ont eu l'opportunité de faire leur connaissance via des vidéos d'entrevues réalisées avec nos deux ambassadeurs sur leur parcours entrepreneurial.

- Notices biographiques

Pour plus d'information

Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup
464, rue Lafontaine
Rivière-du-Loup Québec
Canada G5R 3Z5
www.cskamloup.qc.ca

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP

600 arbres pour la communauté - Un projet de service-action des élèves du PEI de l'ÉSRDL

18 mai 2022

Les élèves de la première secondaire du Programme d'Éducation Intermédiaire (PEI) du Baccalauréat International de l'École secondaire de Rivière-du-Loup iront planter, le 19 mai, pas moins de 600 arbres le long du sentier Petit-Témis. Ce projet est réalisé en collaboration avec l'Association forestière bas-laurentienne qui a fourni les plants dans le cadre du mois de l'arbre et la Ville de Rivière-du-Loup qui a identifié les terrains propices à la plantation. Il est aussi possible grâce à la contribution de la Société d'horticulture de Rivière-du-Loup et de Premier Tech.

À la suite de leurs apprentissages réalisés en classe dans le cadre du PEI, les élèves sont amenés à contribuer à leur communauté. Cette année, les élèves de la première secondaire ont réalisé une unité de travail portant sur les 3Rs en anglais qui les a sensibilisés à l'importance de recycler, réutiliser et réduire les déchets. Par ailleurs, les élèves ont travaillé différents concepts en sciences reliés aux écosystèmes. Les projets menés dans ces deux matières ont amené les élèves à se mobiliser concrètement pour revitaliser leur environnement en plantant des arbres.

Pour plus d'information

Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup
464, rue Lafontaine
Rivière-du-Loup Québec
Canada G5R 3Z5
www.cskamloup.qc.ca